

Unité départementale du Var
98 rue Montebello
83000 Toulon

Toulon, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOMECA

540 Bd Bernard LONG
CS 70037
ZI Les Consacs
83170 Brignoles

Références : D-UD83-2026-0177
Code AIOT : 0006401233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement SOMECA implanté chibron 83870 Signes. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOMECA
- chibron 83870 Signes
- Code AIOT : 0006401233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée par la société SOMECA . Il s'agit d'une carrière exploitée à ciel ouvert. La carrière et les installations de traitement des matériaux sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 décembre 2021 pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de 50 000 tonnes.

Le réaménagement de la carrière est réalisé concomitamment à l'extraction, par l'apport de matériaux inertes d'origine externe d'un volume d'environ 1 890 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
2	Respect du volume autorisé	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1	Sans objet
3	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
4	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
7	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 2.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats de l'inspection que l'exploitant a mis en œuvre une démarche de maîtrise des prélèvements d'eau, matérialisée dans son plan de sobriété hydrique (PSH).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions régionales, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;-les secteurs collectés et les réseaux associés ;-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : L'exploitant dispose d'un schéma de circulation des eaux du site (mis à jour septembre 2025). Ce schéma fait apparaître, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les sources d'approvisionnements (canal du Latay et canal de Provence) ;- les compteurs et sous-compteurs ;- les installations de stockage d'eau du site ;- les systèmes d'obturations. L'évolution des prélèvement du site (cf. PSH) montre un transfert progressif des prélèvements depuis 2014 favorisant l'approvisionnement du site via le canal de Provence. Ainsi, l'approvisionnement en eau du site via le canal du Latay est totalement stoppé depuis 2021, notamment en raison de l'absence d'écoulement, le site étant par ailleurs situé en bout de ligne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect du volume autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Le volume total de prélèvement Latay + canal de Provence ne doit pas dépasser 100 000 m3.[...]
Constats :

La consultation du site GEREP indique que l'exploitant a déclaré 49006 m3 pour l'année 2025. Les données de consommations depuis 2014 retranscrites dans le PSH n'indiquent pas de dépassement du volume autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions régionales, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant

Prescription contrôlée :

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

[...]

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Le PSH permettra notamment d'identifier les activités exemptées de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel (AM) du 30 juin 2023 ainsi que des établissements répondant aux dispositions des art 3.2 et 3.3 dudit arrêté ministériel.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Un plan de sobriété hydrique (PSH) a été établi par l'exploitant selon la version 2 diffusé par la DREAL PACA. Le PSH donne une vue d'ensemble de la gestion de l'eau sur le site de SOMECA de Signes et des efforts engagés pour maîtriser la consommation d'eau sur le site.

L'exploitant a également indiqué à l'IIC que ces actions de réductions des consommations d'eau s'inscrivent dans une stratégie globale sur l'ensemble de ses sites, intitulée " SOMECA en transition", qui porte notamment sur des engagements en faveur des enjeux sociétaux actuels (décarbonation, préservation des ressources naturelles, économies d'eau et l'optimisation du gisement).

L'usage principal de l'eau sur site est le lavage des matériaux dans l'installation de traitement. Les autres usages sont le lavage des équipements et l'abattage des poussières.

L'eau utilisée pour le lavage des matériaux est recyclée. Le taux de recyclage calculé par l'exploitant pour l'année 2025 est de 86 %, soit un ratio de 0.64 m3 d'eau/tonne.

Le taux de recyclage des eaux de procédé de lavage est ainsi supérieur aux 20 % attendus à l'article 3.2 de l'AM du 30/06/2023.

Les pertes proviennent essentiellement de l'eau résiduelle dans les boues issues des opérations de traitement et de l'évaporation de l'eau sur les matériaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions régionales, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions

Prescription contrôlée :

Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.

Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Le PSH permettra notamment d'identifier les activités exemptées de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel (AM) du 30 juin 2023 ainsi que des établissements répondant aux dispositions des art 3.2 et 3.3 dudit arrêté ministériel.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier »

Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 :

« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en

période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »

Constats :

Le tableau des mesures générales de restriction des usages de l'eau de l'annexe 1 de l'ACI prévoit des adaptations à ces restrictions, notamment pour les ICPE ayant mis en place un PSH et répondant aux dispositions des art. 3.2 ou 3.3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

Le site de SOMECA à Signes répond à ces dispositions (cf. constat n°2).

Le PSH prévoit par ailleurs, en complément de ces dispositions, des mesures spécifiques selon les niveaux d'alertes, dont notamment :

- en alerte renforcée : limitation de la production (35h/semaine), interdiction de lavage des engins ;
- en crise : limitation de la production (30 h/semaine) cumulée avec dispositions préalablement mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions régionales, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

I - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. [...]

Constats :

Les éléments mentionnés au II de l'article 4 ne concernent pas les établissements mentionnés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

La liste des milieux de prélèvement, des volumes d'eau prélevés associés à chaque milieu de prélèvement, ainsi que les codes masses d'eau figurent dans le PSH de l'exploitant.

Des synthèses trimestrielles et annuelles des prélèvements figurent dans le PSH.

La source d'alimentation du site (canal de Provence) est équipée d'un compteur totalisateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PSH doit être mis à jour au regard des données 2025 (notamment les évolutions trimestrielles

des prélèvements et les indicateurs de production).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Actions régionales, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 % -Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle) <p>Crise :</p> <p>Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.</p> <p>Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est exempté de l'obligation de déclaration hebdomadaire des volumes prélevés lorsque les niveaux d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, au titre de l'article 3.3 de l'AM du 30/06/2023.</p> <p>La part de l'eau recyclée dans l'installation dans l'installation de traitement est estimée à 86 % pour l'année 2025, avec un ratio de 0.64 m3/tonne.</p> <p>L'exploitant dispose cependant d'un cadre d'autosurveillance dédié à la gestion de l'eau dans l'application GIDAF, depuis le janvier 2024 (volume d'eau prélevé - compteur société canal de Provence).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2021, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état du site consiste à un remblaiement de l'excavation créée, à une végétalisation du site et à la reconstitution de milieux naturels propices à la biodiversité ou à l'agriculture comme défini sur le plan de réaménagement en annexe 4 [...]
Constats : Selon les informations délivrées par l'exploitant et les constats visuels du jour de l'inspection, l'avancement de l'exploitation est en fin de phase 1. La planche photographique en annexe 1 du présent rapport rend compte du réaménagement de la zone nord-est du site (parcelle 0319) de la phase 1, actuellement en cours de végétalisation, conformément à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite